



Develop

Le Journal de Louvain Coopération

S
O
M
M
A
I
R
E

ZOOM SUR LE TERRAIN

DES RÉSERVES POUR SOUTENIR
LES PÊCHEURS MALGACHES

> page 3

EN IMAGES

L'ENTREPRENARIAT :
TOUR D'HORIZON DE NOS PROJETS

> page 6 - 7

PARTENARIAT

UNE EXPERTISE AU SERVICE
DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT

> page 13

DOSSIER

ÉPARGNER, POUR RECONSTRUIRE
LA SOLIDARITÉ

> page 4-5



Soutenir un tissu économique solide



Louvain Coopération est constamment à la recherche de diversification et d'innovation dans ses moyens d'action.

Les subsides publics belges et européens avec lesquels nous travaillons, s'ils sont nécessaires et efficaces, ne sont pas l'unique moyen d'action que nous devons mobiliser pour remplir notre mission.

Nos partenaires du monde agricole et rural, coopérative ou organisations paysannes, nous interpellent sur notre capacité à les soutenir dans leur développement entrepreneurial, au-delà des techniques de production agroécologiques.

Des unités de transformation et de commercialisation de leurs produits leur permettraient d'ajouter de la valeur à leur production tout en conservant la maîtrise. Or ce type de projet entrepreneurial rencontre des difficultés de financement : exclus des subsides, trop risqués pour les banques ou microfinances locales, trop petits pour les investisseurs sociaux des pays occidentaux.

Le fonds d'investissement Kampani, dont Louvain Coopération est membre fondateur, propose des outils financiers adaptés au développement de telles initiatives.

Le soutien technique et stratégique apporté par nos programmes, couplé, via Kampani, aux capacités et exigences d'investissement pour la création de PME agricoles, nous donne la possibilité de soutenir un tissu économique solide, au service des petits agriculteurs et de la lutte contre le réchauffement climatique.



Félix Vanderstricht
Directeur Général

En faisant un legs à Louvain Coopération, vous faites un geste pour vos proches mais, surtout, vous laissez derrière vous une trace indélébile. Saviez-vous que l'avantage fiscal grâce au legs en duo peut être considérable ? Vos héritiers paieront moins de droits de succession, étant donné que l'association les prendra à sa charge.

Vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ? N'hésitez pas à consulter votre notaire ou contactez Louvain Coopération, pour un rendez-vous en toute discrétion ou pour recevoir une brochure d'informations détaillées sur les testaments et les legs en duo. Louvain Coopération est membre de la campagne Testament.be. Celle-ci permet à tous de se familiariser avec le droit de succession. Vous pouvez recevoir gratuitement le guide du testament en vous rendant sur le site www.testament.be.



**FAIRE UN LEGS,
UN GESTE D'AVENIR**

Pour toute information, veuillez prendre contact avec Marie Devreux (Responsable legs et testament pour Louvain Coopération) :

- mdevreux@louvaincooperation.org
- ou par téléphone au **010 390 305**.

TROIS PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS SOLIDAIRE 2017

Le Fonds Solidaire, créé par Louvain Coopération et l'Université catholique de Louvain au travers de la Carte Solidaire, finance cette année trois projets portés par des étudiants. Zoom sur ces actions remplies de sens.

- **En République démocratique du Congo**, cinq étudiants ingénieurs de l'UCL ont décidé de se lancer dans un projet de soutien à l'accès aux infrastructures sportives des familles du Nord-Kivu. Le centre Don Bosco Ngangi, situé à Goma, est un centre de formation et d'accueil pour les familles qui, en juin 2008, a été reconnu comme école maternelle, primaire, secondaire et professionnelle de domaine public. Afin de soutenir l'encadrement sportif de plus de 1500 jeunes Congolais, nos cinq ingénieurs participeront à la construction d'un terrain multisports, en partenariat avec l'Atelier de métallurgie de l'institut Don Bosco.

- **Au Burundi**, ce sont quatre étudiants qui porteront un ambitieux projet de création d'une activité génératrice de revenus. La Coopérative Mutoyi de Gitega, spécialisée dans l'élevage de poussins, appuiera ces jeunes dans le

développement d'élevages avicoles au sein des familles de la région de Rutana. Ce projet a pour but d'autonomiser financièrement les familles les plus démunies afin de lutter contre l'extrême pauvreté et la faim.

- Le dernier projet sélectionné se déroulera **en Belgique, à Jodoigne**. Une étudiante de l'UCL avec le soutien de l'ASBL Ibirezi vy'Uburundi, la Région wallonne, le Centre Régional d'Intégration du Brabant wallon (CRIBW), l'ASBL DISCRI, le Collectif des Femmes et le CPAS de Jodoigne, portera un projet de lutte contre l'exclusion et le repli communautaire. De manière plus précise, ce projet servira à établir des ponts entre les citoyens de Jodoigne et les nouveaux migrants qui arrivent sur le territoire au travers, par exemple, d'ateliers d'intégration ainsi que de cours de français et de citoyenneté.



Devlop'
Le journal de Louvain Coopération
N°4 – février 2017

Avenue du Grand Cortil 15a, 1348 Louvain-la-Neuve
tél: +32 010 390 300 fax: +32 010 390 319
info@louvaincooperation.org
www.louvaincooperation.org
TVA: BE 0422 717 486

Editeur resp.: Félix Vanderstricht
Rédaction: A. Ayrat, I. Derzelle, M. Devreux, T. Feron, P. Grosjean, S. Jacoby, F. Meunier, F. Nziza, E. Stainier, F. Vanderstricht, M. Vermeulen / **Crédits photos:** I. Corthier, F. Lanzi, M. Le Polain, S. Merle, A. Peeters, J-M. Razamifamahatratra, M. Skylitsis, E. Stainier

Nous vivons sur une planète dont les ressources sont limitées. Pour cette raison toutes les publications de Louvain Coopération sont imprimées sur du papier pefc (programme européen de gestion durable des forêts) avec des encres végétales.



LES RÉSERVES TEMPORAIRES, UNE SOLUTION LOCALE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE

MADAGASCAR


 Belo-sur-Tsiribihina


Avec plus de 5000 km de côtes, Madagascar possède d'immenses ressources halieutiques. Dans la région du Menabe, les activités humaines et les catastrophes naturelles menacent les écosystèmes côtiers et la surexploitation de certaines zones entraîne une baisse des rendements de la pêche. Avec l'appui de Louvain Coopération et de l'Organisme Public de Coopération Intercommunale (OPCI), les communautés locales du delta de la Tsiribihina ont mis en place des réserves de pêche temporaires pour une gestion durable des ressources marines.

À Madagascar, le secteur de la pêche est dominé par la pêche traditionnelle et artisanale qui emploie, selon les estimations, 102 000 personnes à travers le pays. Les produits de la pêche sont destinés en partie à nourrir les membres de la famille mais génèrent surtout un revenu précieux. Dans l'ouest et le sud-ouest de Madagascar, on estime que 95% des ménages des villages côtiers dépendent essentiellement de ce secteur. L'extrême pauvreté est persistante dans cette partie de la population et touche plus de 70% des pêcheurs traditionnels.

Dans le Menabe, la migration induite par les sécheresses répétées dans le sud du pays accentue la pression démographique sur le littoral et, par conséquent, sur les ressources naturelles. L'utilisation de filets de pêche non réglementaires (mailles trop petites) et la destruction des mangroves pour les besoins en bois des ménages menacent encore davantage l'environnement. Par ailleurs, les risques liés au changement climatique et l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles dans la région (cyclone, inondation) aggravent ce contexte fragile. Cette situation se traduit par une diminution des rendements de la pêche, une stagnation voire une réduction des captures et une modification de la composition des prises, en espèce et en taille.

Des bénéfices multiples

Face à la raréfaction des ressources disponibles dans la zone d'action du projet mené par Louvain Coopération, l'équipe a initié la mise en place de réserves de pêche temporaires en partenariat avec l'OPCI. Depuis 2014, 11 réserves temporaires ont été installées avec les communautés locales. Ainsi, des zones du delta sont préservées pendant plusieurs mois de toute activité de pêche afin de permettre à la faune marine de se reproduire. Ce mode d'usage plus durable des écosystèmes poursuit plusieurs objectifs.

Tout d'abord, il s'agit de préserver des ressources indispensables pour la sécurité alimentaire et économique des ménages. Outre la protection des animaux marins, les réserves permettent la régénération des mangroves, un écosystème primordial pour la préservation des côtes et le cycle reproductif de nombreuses espèces. Cette alternative constitue également un moyen efficace pour impliquer les communautés dans la gestion rationnelle et l'utilisation durable des ressources halieutiques. Finalement, les réserves temporaires permettent aux pêcheurs de s'adapter aux événements climatiques extrêmes.

Un processus participatif

Avec l'appui de l'OPCI, les communautés définissent elles-mêmes l'emplacement de la réserve, la date de fermeture et sa durée. Les traditions et croyances ont une place centrale dans ces choix : généralement, ce sont des lieux sacrés qui sont choisis pour abriter la réserve. Pour soutenir ce processus, l'OPCI accompagne les villages dans la sensibilisation des habitants et dans l'élaboration et la validation du Dina, une convention sociale entre les communautés locales impliquant les règles coutumières et reconnue par les autorités. Le Dina reprend les responsabilités de toutes les parties prenantes et les modes de gestion et de gouvernance de la réserve. En cas d'infractions, des sanctions sont prévues.

Une expérience réussie

Une étude a été menée par l'OPCI sur 3 réserves. D'après les communautés, ces zones ne possédaient quasiment plus de ressources halieutiques. À l'ouverture des réserves, une dizaine de pêcheurs ont capturé en une heure une moyenne de 67 kg de produits de la mer, améliorant nettement leur revenu. Ces résultats encourageants motivent la population à renouveler l'expérience d'année en année et amorcent un effet « tache d'huile » sur le littoral du Menabe. Les réserves temporaires constituent un véritable moteur de développement local et assurent la viabilité de l'activité économique principale de la zone. L'implication active des chefs de village et des autorités, le respect des traditions et une approche participative et inclusive sont des conditions nécessaires à la réussite du processus.

Pour un impact plus global, l'OPCI et les communautés de base espèrent que cet outil de gestion des ressources halieutiques soit officiellement reconnu par les autorités et qu'émergent des textes encadrant les réserves temporaires à l'échelle nationale.

Kha Phalarin, 39 ans, habite le village de Prasat, dans le centre du Cambodge. Depuis quelques années, elle est devenue responsable d'un groupe d'entraide et d'épargne communautaire « *Tout a commencé en 2013, lorsque nous avons, moi et 22 autres villageois partageant une situation économique difficile, assisté à une présentation sur les self-help groups. Nous espérions tous que ce projet pourrait nous aider, nous apporter quelques bénéfices. Nous avons effectué les démarches nécessaires auprès de MODE (partenaire local de Louvain Coopération) et, quelques semaines plus tard, notre groupe était formé : 17 personnes au total, dont 15 femmes* », raconte Phalarin.

« *Avec les membres du groupe, nous avons décidé des règles qui seraient mises en place et nous avons commencé à recevoir des formations sur la gestion et les principes d'épargne et de crédit. Nous avons également décidé de mettre une partie de notre argent en commun. Ces dépôts servent à nous constituer une épargne qui est ensuite prêtée durant quelques mois à des membres pour le développement de leurs projets individuels. On peut lui avancer l'argent si un membre de sa famille tombe malade, ou s'il y a un mariage, un décès...* », dit encore cette bénéficiaire.

TÉMOIGNAGE



“L'ÉPARGNE POUR NOUS ENTRAIDER”

Au départ, le groupe ne mettait en commun que des sommes assez réduites, mais déjà suffisantes pour s'entraider. « *Après six mois de bon fonctionnement, MODE nous a soutenu davantage grâce à un apport de capital qui est venu compléter celui que nous avions déjà épargné ensemble, mais aussi à du matériel. Nous avons reçu des livres de comptes, une calculatrice, des stylos... afin de nous aider dans la gestion de notre groupe. Aussi, à chaque réunion, un animateur de MODE nous encadre et nous conseille. Nous avons aussi rencontré d'autres groupes similaires au nôtre pour apprendre de leur expérience. Au terme de la première année, nous avons pu partager les bénéfices obtenus sur un an et d'autres membres se sont ajoutés à notre groupe. Chaque année, le groupe s'est agrandi. Petit à petit, nous avons mis davantage en commun. Au terme de ces trois années, nous sommes tous très heureux de ce que nous avons réussi à accomplir. Nous avons développé une confiance mutuelle et un esprit de groupe suffisant. Nous arrivons à nous soutenir, nous entraider, mais, aussi, nous avons appris beaucoup. Je pense que notre groupe continuera à évoluer et à remplir son rôle d'organisation sociale.* »

Aujourd'hui, le groupe de Phalarin compte 32 personnes et ses membres pensent à constituer une coopérative agricole, qui leur permettrait d'investir l'argent épargné dans le développement des activités des ménages des membres et de réduire ainsi la vulnérabilité des communautés villageoises en zone rurale.



ÉPARGNER POUR ENRAYER LA PAUVRETÉ

Au Sud, Louvain Coopération déploie de nombreuses actions pour enrayer la pauvreté et les processus d'endettement. Parmi celles-ci, on retrouve les stratégies d'accès à l'épargne et au crédit. De projets de microfinance classiques au départ, Louvain Coopération a aujourd'hui évolué davantage vers la microfinance communautaire. Gros plans sur ces actions qui rendent aux familles une sécurité économique.

« *L'une de nos grandes priorités, dans les pays où l'on intervient, est de permettre aux populations d'épargner. En se constituant un capital, les familles peuvent soit investir dans une activité, soit faire face aux imprévus* », explique Vincent Henin, expert en sécurité alimentaire et économique pour Louvain Coopération. « *Lorsque l'on travaille en microfinance, on se rend compte que l'épargne est l'un des éléments les plus porteurs pour sortir les gens de la pauvreté.* »

Dès le début des années 2000, Louvain Coopération s'est inscrite dans plusieurs projets de microfinance. Chacune des actions mises en place visait un triple objectif : permettre aux bénéficiaires d'épargner, d'investir pour démarrer ou fortifier leur petite entreprise, et inclure les caisses de micro-crédit dans un projet plus vaste, visant l'amélioration de la santé ou de la sécurité alimentaire.

Vers une microfinance communautaire

Forte de cette longue expérience, l'ONG de l'UCL a, année après année, fait évoluer ces projets en fonction des résultats atteints. « *Nous avons accompagné la création de plusieurs caisses d'épargne et de crédit en partant de zéro ou la professionnalisation de caisses initiées par des groupements paysans. Pérenniser des Institutions de Microfinance (IMF) en milieu rural est un travail qui demande énormément de ressources en termes de compétences et de capitaux. Petit à petit, les autorités nationales ou régionales de régulation financière ont imposé de plus en plus de contraintes à la gestion et à la gouvernance des IMF. Il est alors devenu très compliqué de soutenir ce genre de projets pour une organisation comme Louvain Coopération car ils nécessitent des capitaux dépassant nos moyens d'intervention. Nous avons donc décidé de nous tourner davantage vers la microfinance communautaire* », nous dit encore Vincent Henin.

Cette fois, il s'agit de développer une microfinance, mais qui est gérée exclusivement par les bénéficiaires, sans intermédiaire. Les groupes d'adhérents de 10 à 20 personnes se réunissent par affinité sur base d'un secteur d'activités (des professeurs, des vendeuses, des cultivateurs...) ou d'un territoire commun. Contrairement aux structures de microcrédit classiques qui nécessitent l'intervention de tiers (le gérant de la caisse, l'agent de crédit...), ce sont ici

les adhérents eux-mêmes qui sont garants de toutes les opérations : ils décident du montant cotisé, de la façon dont l'argent récolté peut être investi, des domaines dans lesquels ils vont s'entraider (santé, scolarisation, famille...). « *Notre rôle, dans ce processus, est d'orienter les bénéficiaires dans leur organisation. On leur propose une méthode de travail, et on apporte également une sensibilisation et une éducation à la gestion financière grâce à différents outils* », détaille encore Vincent Hénin. « *Bien souvent, ces processus sont aussi une porte d'entrée vers toute une série de soutiens complémentaires : alphabétisation, approche entrepreneuriale, soutien pour canaliser des aides d'autres acteurs... Il y a aussi tout un accompagnement qui est mis en place pour voir si les choses se passent bien.* »

Retisser des liens

Self Help Groups-SHG au Cambodge, Mutuelles de Solidarité-MUSO en République démocratique du Congo, Groupements d'Épargne Solidaire-GES à Madagascar... Louvain Coopération supporte désormais des caisses d'épargne et de crédit communautaires dans la plupart de ses pays d'action. Si les modèles diffèrent en fonction des pays et des contextes, le concept de base reste identique. Il vise à remettre les personnes vulnérables au centre du processus. Les bénéficiaires sont appelés à améliorer ou réactiver des modes de solidarité, à se réapproprier le système d'épargne et de crédit, à l'adapter à leur situation et à leur besoin. Il en résulte des outils mieux utilisés. « *L'un des premiers projets allant dans ce sens était de lancer les Mutuelles de Solidarité en RDC, au Sud Kivu et, rapidement, ça a eu un succès phénoménal ! C'est à partir de là que nous avons réfléchi à des solutions similaires dans d'autres contextes.* »

Ces différents projets partagent une autre fonction : retisser les liens de solidarité dans les communautés. « *L'objectif est de faire travailler les gens ensemble, de reconstruire une solidarité pour casser les cercles d'endettement. On veut éviter que des familles se retrouvent coincées financièrement et soient obligées de vendre toutes leurs récoltes, parfois sur pied, ou même leurs terres par exemple. Isolés, ils sont obligés de faire appel à des usuriers mais, en se mettant ensemble, ils peuvent trouver des solutions pour s'entraider.* »

Aujourd'hui, Louvain Coopération s'est retirée de tous les projets de soutien aux Institutions de Microfinance. Mais une action fait exception, celle de l'UCMECS ou Union des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit des Savanes. Basée au Togo, dans la région des Savanes, cette structure d'épargne et de crédit faisait au départ partie d'une organisation plus large, liant crédit, épargne, mutuelles de santé, alphabétisation et conseils aux agriculteurs. Comme d'autres structures similaires, l'UCMECS a dû, sous contrainte des autorités de régulation financière togolaise et ouest-africaine, devenir autonome. « *Aujourd'hui, elle est constituée de huit caisses villageoises au-dessus desquelles on a placé une coupole, l'Union. Cette dernière remplit différentes missions visant l'amélioration et la professionnalisation de l'ensemble du réseau* », décrit Vincent Henin, expert en sécurité alimentaire et économique pour Louvain Coopération.

« *D'abord, nous avons commencé, en 2004, à appuyer la microfinance et les mutuelles de santé. Ensuite, à partir de 2008, nous sommes passés à une approche intégrée, c'est-à-dire que nous appuyions aussi les volets alphabétisation et conseil à l'agriculture promus par des organisations sœurs de l'UCMECS.* » Mais pourquoi ce projet a-t-il constitué une exception dans l'ensemble des actions de microfinance soutenues par Louvain Coopération ? « *Nous avons rencontré les mêmes difficultés que dans les autres projets de microfinance implantés en zone rurale qui nécessitent des ressources humaines et financières dépassant nos moyens d'intervention. Mais l'UCMECS est une structure fondamentalement saine. Elle est gérée par des personnes qui sont en cohérence avec leur mission sociale et qui réussissent à faire face à toutes les tensions qui peuvent apparaître dans ce genre d'action. Nous pensons*



AU TOGO, UNE EXCEPTION ENTOURÉE D'EXPERTS

donc vraiment que ça vaut la peine de l'appuyer », confie encore Vincent Henin.

Aujourd'hui, l'UCMECS compte plus de 50.000 clients (ils étaient moins de 30.000 en 2012) et elle bénéficie d'un soutien tout particulier, qui lui permet aussi de se démarquer des autres projets du même type soutenus précédemment par Louvain Coopération. « *Nous avons créé un groupe de concertation informel qui entoure les actions de l'UCMECS. Il est constitué de BRS (asbl belge spécialisée dans les projets de microfinance, voir page 13) qui forme un binôme d'appui technique avec Louvain Coopération dans ce projet, de la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et*

l'Investissement), et d'Alterfin. Ces deux dernières sont actuellement les seules sources d'emprunt de l'UCMECS. Ensemble nous coordonnons notre appui au fonctionnement de l'UCMECS et Louvain Coopération, par sa présence au Togo, accompagne la mise en œuvre des différentes recommandations sur le terrain. »

Au vu des résultats atteints jusqu'à présent, Louvain Coopération vient de prendre une décision par rapport à l'UCMECS : elle devrait être soutenue dans les cinq années à venir. « *Nous souhaitons qu'elle atteigne un niveau de viabilité suffisant pour, ensuite, poursuivre son envol et remplir seule sa mission de développement.* »

RDC : DEUX CAISSES ET PLUS DE SOLIDARITÉ

Depuis 2008, Louvain Coopération soutient les MUSO (Mutuelles de Solidarité) au Sud Kivu (République démocratique du Congo). Il s'agit de groupes d'épargne solidaires, inspirés des tontines, un système communautaire d'épargne pratique depuis bien longtemps en RDC.

À Bukavu, la MUSO Binja réunit chaque mois une quinzaine d'hommes et de femmes depuis trois ans. Lors de chaque réunion, les membres versent deux cotisations. La cotisation à la caisse d'épargne et de crédit, « *la caisse verte* », s'élève à 1800 CDF (+/-1,65€) et la cotisation à la caisse sociale, la « *caisse rouge* », s'élève à 900 CDF (+/-0,83€). L'argent de la caisse verte permet d'octroyer des crédits aux membres du groupe qui en font la demande. Les prêts sont à rembourser après deux mois et avec 10% d'intérêt sur la somme empruntée. Les intérêts permettent au fonds de croître, et d'octroyer des crédits de plus en plus importants aux membres. Chaque année, les membres de la MUSO Binja utilisent une partie des intérêts engrangés pour partager un repas et acheter des vivres qu'ils se répartiront. La caisse rouge permet, quant à elle, d'offrir un soutien financier au membre du groupe qui connaît un événement heureux (mariage d'un enfant ou naissance) ou malheureux (deuil et maladie).

Il s'agit ici d'un exemple particulier, mais qui illustre bien le fonctionnement général des MUSO. Ce système permet, lui aussi, de faire renaître un esprit de solidarité au sein d'une communauté.



GROUPES D'ÉPARGNE SOLIDAIRES :

UN MOTEUR D'ENTRAIDE ET DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Izay mitambatra vato, izay misaraka fasika. En malgache, ce dicton signifie « *Unis on est une pierre, séparés on est du sable* ». C'est sur base de ce principe que sont nés les Groupes d'Épargne Solidaires (GES) dans le Menabe, l'une des régions les plus pauvres de Madagascar. Les GES centrent leurs actions sur l'entraide rotative dans les champs des membres, avec une épargne limitée à de petits montants (0,2€/mois). Ce système de solidarité renforce les liens au sein du village et réduit les dépenses des ménages en termes de main d'œuvre. Certains groupes plus prospères mettent en place ensemble une activité génératrice de revenus : maraîchage, riziculture, élevage, ... Une partie des bénéfices est souvent réinjectée dans le groupe et les membres bénéficient d'une portion de la production agricole pour faire face aux périodes de pénurie. Avec l'argent des activités communes, les personnes demandeuses peuvent bénéficier de crédit à taux zéro pour faire face à des situations imprévues.

Un membre de GES explique : « *Au niveau de la commune d'Aboalimena, il n'y a pas beaucoup d'options de système de crédit. Il n'y a pas de banque ici, ni même à Belo. La seule option, ce sont les usuriers, mais leur taux d'intérêt est si élevé (50% à 100%) qu'on préfère s'en passer sauf si on fait face à des événements imprévus (...). Si on n'est pas bon payeur, on risque de s'endetter éternellement. C'est pour ça que le GES, s'il fonctionne bien, est un moyen efficace pour avoir du crédit à moindre coût.* »

Dans tous les pays où elle intervient actuellement, Louvain Coopération promeut des « activités génératrices de revenus » (AGR).

Sous ces termes se trouvent des groupes de femmes qui produisent du fromage de soja au Bénin, d'autres qui transforment le manioc en farine, des hommes et des femmes qui, au Cambodge, apprennent la vannerie, des coopératives de tissage en République démocratique du Congo... Ce ne sont ici que quelques exemples illustrés parmi les nombreux projets développés par l'ONG de l'UCL.

Si elles diffèrent en fonction des pays, des besoins et des contextes, les AGR conservent un but commun : elles permettent aux familles d'augmenter leurs revenus pour mieux lutter contre la pauvreté et la faim. La différence apportée dans un budget est parfois minime, mais elle suffit à stabiliser les ménages. Bien souvent, ces aides leur permettent de faire face à des besoins essentiels tels que des soins de santé ou du matériel scolaire.





Ces AGR concernent majoritairement les femmes qui, grâce à ce petit revenu supplémentaire, deviennent plus autonomes et peuvent faire face si elles se retrouvent seules avec leurs enfants.

Plus que des revenus, ces activités donnent de l'espoir à des milliers de personnes. L'espoir d'une vie à l'abri du besoin.





© Roxana Alvarado

LOUV'ID : ET SI NOUS CÉLÉBRIONS L'ALTÉRITÉ ?

Organisé pour la première fois en 2016, le festival Louv'ID, fort du succès de sa première édition, s'installera à nouveau sur le campus de Louvain-la-Neuve durant la troisième semaine de février.

Son nom le laisse deviner : Louv'ID, par le partage d'idées, entend sensibiliser son public à la question identitaire. À l'origine de ce projet, un constat de prime abord évident mais aux implications considérables : « *Il y a une grande mixité culturelle sur le campus, de très nombreuses identités différentes, qui ne sont pourtant pas représentées. Et puis, un grand nombre de stéréotypes et d'idées toutes faites circulent encore. C'est pour les combattre que nous avons créé ce festival qui traite de l'identité, en collaboration avec le Cafrikap* », présente Fiona Nziza, responsable de l'évènement pour Louvain Coopération.

Les diverses activités proposées du 13 au 16 février seront ainsi, indéniablement, placées sous le signe du tissage. Car tisser, c'est avant tout composer à partir d'éléments pourtant disparates : c'est créer du lien en préservant les singularités. En vous invitant à participer à ce festival, Louvain Coopération vous encourage à broder le tissu social de notre monde. L'échange et la discussion seront au cœur de nos évènements, élaborés de sorte à valoriser – et surtout à susciter – la participation citoyenne.

Hésitez-vous encore à répondre à l'appel si nous vous rappelons qu'Athéna, déesse de la sagesse, était également déesse... du tissage ?

Louv'ID 2017

Cette seconde édition met à l'honneur les **femmes actrices de changement**, en portant une attention toute particulière au mouvement – tant d'action que de pensée – écoféministe.

Projection de **The Lady** (long-métrage sur Aung San

Suu Kyi), **atelier de Peinture-Action** par Roxana Alvarado, exposition Amnesty International ... Les évènements s'enchaîneront sans se ressembler. Un conseil ? **Ne manquez pas l'échange-débat, autour de l'écoféminisme, entre Mohammed Taleb et Charlotte Luyckx** (et vous ?) organisé le 14 février à 18h30.

Pour découvrir la totalité du programme et vous inscrire aux ateliers, rendez-vous sur notre site : www.louvaincooperation.org/index.php/louv-id.



Cliché tiré de l'exposition Droits dans les yeux d'Amnesty International - © John Vink.

FOCUS SUR L'ÉCOFÉMINISME

L'écoféminisme : pour qui, pour quoi ?

Si ce mouvement se décline sous de multiples et diverses modalités – parfois même aux antipodes les unes des autres -, il n'en reste pas moins que tout(e) écoféministe est fort(e) d'une certitude : la société en présence compromet considérablement l'épanouissement des femmes et de la nature.

Être écoféministe, c'est s'investir pour une vision du monde alternative, pour l'avènement d'un paradigme nouveau ouvert aux valeurs dites féminines. C'est prôner la substitution des rapports de force caractéristiques du patriarcat au profit d'une éthique relationnelle consacrant empathie et harmonie du vivant.

Dans le Sud, le mouvement écoféministe revêt une importance peut-être plus particulière encore que dans le Nord. Effectivement, les femmes évoluant dans cet hémisphère et, surtout, au cœur des régions en développement, sont spécifiquement touchées par les

déboires écologiques actuels. De fait, celles-ci sont généralement en charge des fonctions nourricières et agricoles et, dès lors, intensément au contact de la terre.

Mais c'est justement parce qu'elles sont quotidiennement responsables des ressources alimentaires que ces femmes reflètent si bien l'esprit de l'écoféminisme. En profonde relation avec la terre, détentrices de savoirs traditionnels axés sur l'équilibre et la durabilité du vivant, elles semblent posséder la clé du changement auquel nous conjurent les plus grands écologistes.

Lorsque l'écoféminisme s'officialise...

L'Organisation des Nations Unies elle-même embrasse implicitement le message écoféministe, soulignant vivement, dans le Programme d'Action de Beijing adopté par 189 gouvernements en 1995, la richesse de l'attitude environnementale des femmes en milieu rural. Ainsi, les gouvernements participants se sont engagés à créer « un nouveau modèle de

développement qui mette l'accent à la fois sur la durabilité de l'environnement, sur l'égalité entre les sexes et sur la justice ». Ils ont estimé judicieux d'intégrer les « connaissances et pratiques traditionnelles des femmes rurales en matière d'utilisation et de gestion durables des ressources dans l'élaboration des programmes d'aménagement de l'environnement ». Plus encore, ce programme reconnaît que les femmes « peuvent avoir une grande influence sur les décisions prises pour favoriser les modes de consommation viables ».

Ces femmes au potentiel salvateur sont nombreuses : de l'Américaine Starhawk, sorcière néo-païenne, à Vandana Shiva, scientifique, écologiste et activiste indienne, en passant évidemment par une multitude de femmes - du Nord comme du Sud, politiciennes comme agricultrices, académiciennes comme militantes - investies au cœur du quotidien, des écoféministes œuvrent chaque jour à la réconciliation du monde. Avec bienveillance mais détermination, elles sont actrices du changement.



INTERVIEW

UNE ÉCONOMISTE IMMERGÉE TROIS MOIS AU BÉNIN

Florence Lanzi, étudiante en second Master à la ESL (Economics School of Louvain), rentre d'un séjour de trois mois dans le nord du Bénin, où elle a réalisé un stage via Louvain Coopération. Elle a été immergée au sein du Guichet d'Economie Locale (GEL), une structure mise en place par l'ONG de l'UCL, visant à soutenir la consolidation et la création de petites entreprises via diverses formations techniques et financières. Florence était basée à Tanguéta où elle a mené une enquête sur l'impact socio-économique du GEL. Elle partage son expérience.

LC: Pourquoi as-tu eu envie de te lancer dans cette aventure ?

FL: Je suis intéressée par le monde du développement en général. Je me suis lancée dans ces études car je pense que l'économie a un énorme rôle à jouer dans la politique et que, selon moi, il y a pas mal de choses à changer là-dedans. Les injustices globales m'interpellent, tout comme l'économie du développement. Ce stage était donc pour moi une manière de mieux comprendre tout cela.

LC: Quel était l'objectif principal de ton stage ?

FL: Mes recherches visaient à évaluer l'impact économique et social des actions du GEL. J'ai rencontré de nombreux entrepreneurs qui ont été soutenus par cette structure et j'ai tenté de comprendre ce qu'elle leur avait apporté. Il n'est pas évident de résumer trois mois d'enquêtes en quelques lignes, mais je dirais que mon étude a montré que le GEL a un impact non négligeable sur les populations. Parmi les effets positifs, nous avons notamment constaté une amélioration considérable de la situation des bénéficiaires lorsque ces derniers utilisent les outils de gestion (cahier de caisse, cahier de stock, plan de campagne...) que le GEL leur a appris à manipuler. En effet, 75% des promoteurs connaissent une augmentation de leurs ventes et au moins 50% de cette augmentation peut être attribuée à l'appui du GEL. Dans le même temps, on a remarqué qu'il y avait encore des possibilités d'amélioration puisque tous les participants aux formations

en gestion n'utilisent pas les outils. En bref, l'étude confirme que les actions du GEL sont utiles. Cet outil participe réellement à la progression des micro-entreprises et des ménages qu'il touche mais l'étude identifie également quelque possibilité d'amélioration. Par ailleurs, je visais aussi un objectif plus personnel, qui était de savoir si le développement était un milieu dans lequel je pourrais travailler, et de me rendre compte de ce qui se passait sur le terrain.

LC: As-tu répondu à cette question personnelle ?

FL: Je me suis rendu compte que le monde du développement en général demande un travail sans relâche. J'ai beaucoup de respect pour tous ceux qui travaillent dans ce domaine et qui essayent de changer les choses. Ils ont beaucoup de courage, mais

je pense que ce monde ne me correspond pas. Personnellement, je retire pas mal de frustration en voyant tout le travail qui est accompli et en constatant que la misère est toujours présente. Je pense donc que travailler dans le développement ne correspond pas à ma personnalité. Par contre, j'ai un autre centre d'intérêt : l'écologie, qui pour moi est une potentielle solution de développement. Je pense que si les pays du Sud se lancent maintenant sur le chemin de l'écologie, ils peuvent nous rattraper. En fait, ce stage m'a permis de comprendre que je n'avais pas le profil pour le développement, et que je serais plus utile dans le monde de l'écologie.

LC: Tu dirais que cette expérience t'a marquée ?

FL: Oui, clairement. Je ne sais pas encore à quel point mais je pense que je m'en souviendrai

“ Le monde du développement en général demande un travail sans relâche. ”



pendant plusieurs années. Ça me remettra sans doute les idées en place de temps en temps...

LC: Ton meilleur souvenir de ces trois mois ?

FL: C'est difficile de choisir mais, un chouette moment, c'est lorsque j'ai fait la restitution de mon travail à l'équipe du GEL. J'y ai passé trois mois sans être certaine que je faisais ce qu'il fallait et, finalement, ils étaient très contents. C'est surtout la satisfaction d'avoir répondu à un besoin, une attente. Et puis le fait que ça se soit bien passé malgré la barrière de la culture. Je n'oublie pas non plus tous les souvenirs de rigolade avec les collègues !

LC: Si tu pouvais retourner trois mois en arrière, tu repartirais ?

FL: Le refaire tel quel ? Oui pas de problème, je repars !



CAMBODGE : COMMENT LE COOPÉRATION INFLUENCE L

Camille Heylen, jeune diplômée en bioingénieur de l'UCL et Félicien Meunier, diplômé en bioingénieur et doctorant à l'UCL, viennent de remplir une mission au Cambodge pour Louvain Coopération. Leur objectif? Estimer les impacts sociaux et environnementaux d'un programme de cinq ans visant à soutenir les agriculteurs cambodgiens. Ils étaient secondés, dans ce travail, par une étudiante cambodgienne du centre de recherche Ecoland de l'URA (Université Royale d'Agriculture) dans l'aspect économique du projet. Félicien et Camille emmènent Devlop sur le terrain, relatent leur mission et nous dévoilent quelques résultats.

Avant toute chose, il est important de rappeler le contexte de la mission que nous avons menée. Le Cambodge compte actuellement une population de 15 millions d'habitants dont une très large majorité (92%) vit en milieu rural. Le pays se trouve au 145ème rang dans le classement de l'indice de développement humain (IDH) et l'agriculture constitue l'un des piliers majeurs de son économie (90% de son PIB pour environ 85% de sa force de travail). Les exploitations agricoles cambodgiennes s'orientent essentiellement vers l'auto-subsistance (riziculture). Elles s'établissent sur une superficie réduite (3-5 ha en moyenne) et sont limitées en termes d'innovation technique et de diversification, ce qui les rend particulièrement vulnérables financièrement et pauvres écologiquement.

De nouvelles menaces telles que la pression exercée par les multinationales étrangères sur les ressources naturelles du pays et les changements climatiques ont récemment accentué la pression sur les agriculteurs du pays et sur leurs moyens de production.

Soutenir les agriculteurs

Dans ce contexte, Louvain Coopération travaille notamment avec l'organisation locale MODE (Minority Organization for Development of Economy) qui œuvre à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers l'agriculture. L'objectif est d'apporter un soutien théorique, technique et pragmatique pour augmenter les connaissances des agriculteurs et améliorer certaines de leurs pratiques culturelles. Cette organisation dispense ainsi des

formations sur l'agriculture durable illustrées par des démonstrations en champ et fournit des kits agricoles pour diversifier les productions et augmenter les revenus des agriculteurs. MODE travaille essentiellement avec des agriculteurs vulnérables dans huit communes de la province de Kompong Thom, au centre du Cambodge.

centaine d'indicateurs répartis équitablement entre les quatre piliers de la durabilité (bonne gouvernance, intégrité environnementale, résilience économique et bien-être social).

De cette liste d'indicateurs, nous en avons sélectionné 80 sur base de leur pertinence

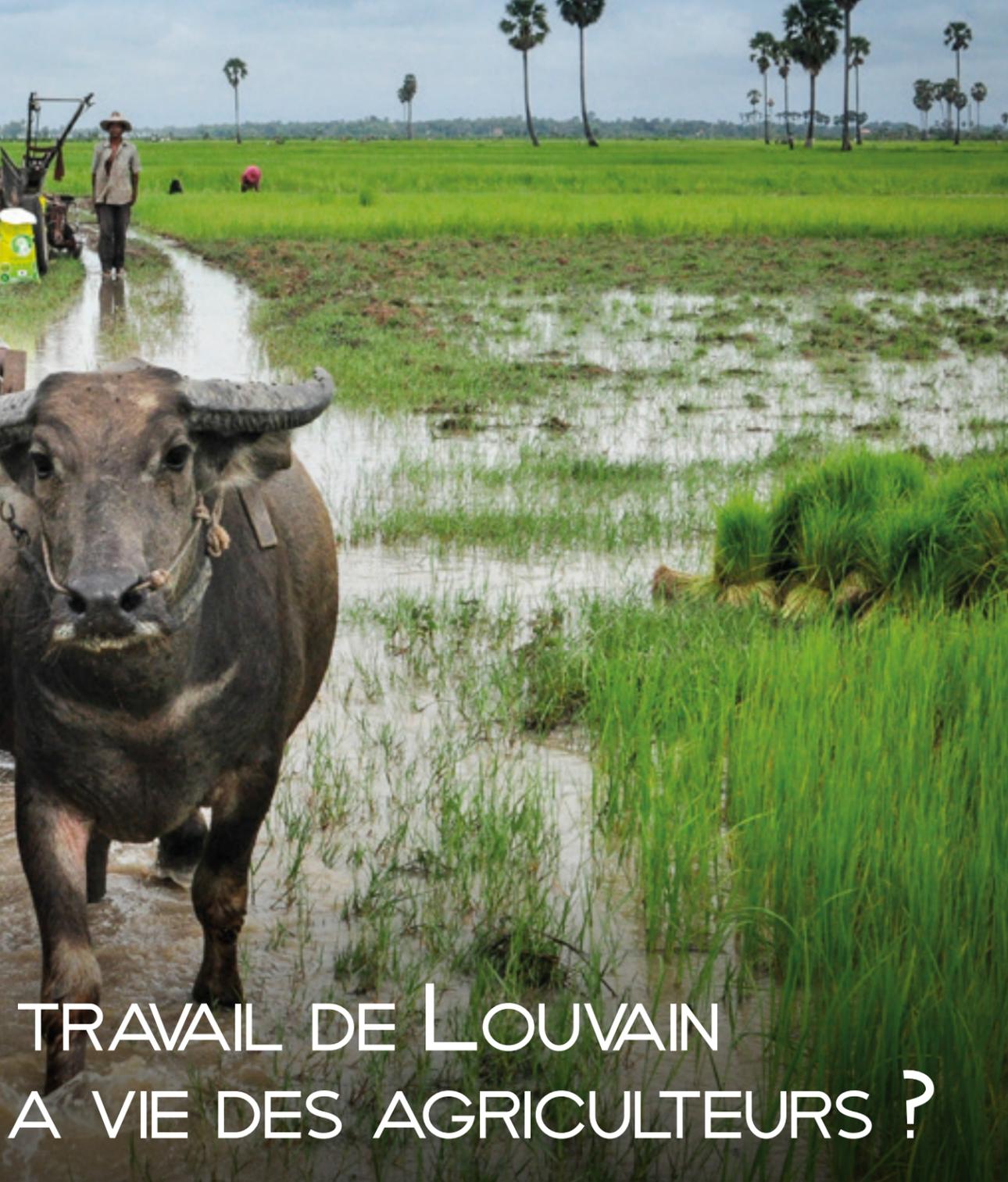
“ Apporter un soutien théorique, technique et pragmatique pour augmenter les connaissances des agriculteurs et améliorer certaines de leurs pratiques culturelles. ”

C'est l'impact de ce projet de sécurité alimentaire et économique que nous devons analyser. Ce programme de soutien aux agriculteurs a été lancé il y a plus de 5 ans, et plus de mille producteurs locaux en ont déjà bénéficié. Il était donc temps pour l'organisation d'estimer les effets de leurs actions au bénéfice des agriculteurs, d'un point de vue social, environnemental et économique.

Développer une méthodologie

Avant de partir sur le terrain, nous avons élaboré une méthodologie de travail basée sur la méthode SAFA, développée par la FAO, que nous avons adaptée aux exploitations de la région. Cette méthode permet de définir la notion de durabilité au sein des systèmes agricoles en agrégeant une

vis à vis du contexte local cambodgien d'une agriculture familiale à petite échelle. Nous avons alors développé un questionnaire destiné aux agriculteurs. Celui-ci visait à refléter les pratiques agricoles des personnes interrogées, leur statut économique, leur perception des risques menaçant leur entreprise ainsi que leurs perspectives d'avenir. Ce questionnaire devait permettre de quantifier les indicateurs SAFA retenus. Il a été réalisé en concertation avec des acteurs locaux de développement et testé dans un processus itératif sur des agriculteurs de la région. Une fois sur le terrain, nous avons pris le temps d'informer le personnel de MODE sur ce questionnaire, et sur la façon dont ils devaient interroger les agriculteurs.



TRAVAIL DE LOUVAIN A VIE DES AGRICULTEURS ?

Avec l'appui des équipes locales, un panel d'une centaine d'agriculteurs a été constitué pour répondre à cette enquête. Celui-ci était équitablement divisé en deux groupes : un groupe cible composé de bénéficiaires du projet et un groupe témoin composé d'agriculteurs vulnérables non-bénéficiaires du projet.

Les interviews ont été réalisées dans 10 villages de 5 communes représentatives, par le staff de MODE ainsi que par des étudiants de l'Université d'agriculture de Phnom Penh, que nous supervisons, accompagnés des équipes de

Louvain Coopération. Les réponses des enquêtes, en khmer, ont été traduites puis encodées dans une base de données. Cette base de données doit in fine permettre d'évaluer la durabilité des exploitations agricoles cambodgiennes et l'effet du projet de MODE sur celle-ci. Une première exploration des données collectées révèle déjà des tendances intéressantes.

Une diversification des exploitations

Dans un premier temps, il était important de vérifier que les groupes cible et témoin pouvaient

“ Une diversité de production peut permettre de diminuer la pression environnementale et économique. ”

être comparés. Nos premières analyses se sont donc portées sur les ressources, le statut socio-économique et les infrastructures des exploitations agricoles familiales. L'analyse indique qu'il n'y a pas de différences significatives entre les deux groupes.

Ensuite, nous avons orienté nos analyses vers la diversité de production des agriculteurs. Une première différence significative apparaît dans le nombre de produits cultivés par agriculteur. Celui-ci est significativement plus important pour les bénéficiaires du projet. Cela suggère une augmentation de la diversité de production grâce à l'adoption des formations sur les pratiques agricoles durables et à la fourniture de kits agricoles par MODE. Cette diversité se marque dans la production végétale (diversité culturelle plus importante) et animale (nombre d'animaux plus élevé). Une diversité de production peut permettre de diminuer la pression environnementale, mais aussi les risques économiques liés, par exemple, à une mauvaise récolte ou à la fluctuation des prix du marché.

Concernant les menaces pesant sur leur exploitation, le groupe des bénéficiaires du projet est plus conscient des risques potentiels. En moyenne, les agriculteurs reconnaissent 9,55 risques identifiés par les partenaires locaux, contre moins de 7 pour le groupe de contrôle. Parmi ces risques, les plus cités sont les problèmes de qualité du sol et de l'eau, la faible disponibilité des ressources en eau, les effets du changement climatique et le manque de connaissances agricoles. Il existe également une différence significative dans le nombre de mesures prises ou planifiées pour limiter les risques identifiés suggérant une proactivité accrue des bénéficiaires dans la lutte contre les menaces sur leur exploitation.

Notre travail de terrain et la base de données construite pour évaluer la durabilité des exploitations agricoles de la région centrale du Cambodge a révélé, lors de sa première exploration, des différences significatives entre les agriculteurs ayant suivi les formations de MODE et ceux qui n'en ont pas bénéficié : diversité de production accrue et proactivité dans l'atténuation des risques potentiels menaçant leur exploitation. Cette analyse doit désormais être élargie à l'ensemble des indicateurs de durabilité de la méthodologie SAFA afin de pouvoir tirer des conclusions plus larges et d'adapter les futurs projets de Louvain Coopération et de MODE au Cambodge.



MUTUELLES DE SANTÉ : UNE FIN D'ANNÉE RICHE EN ÉVÉNEMENTS



La fin 2016 fut riche en événements pour les mutuelles de santé de l'Afrique de l'Ouest ! On peut citer notamment la réalisation d'une étude sur la fidélisation des mutualistes béninois, une formation mise en place pour les acteurs des mutuelles de santé du Bénin et du Togo mais, surtout, la naissance de l'Union des mutuelles sociales de Pendjari. Gros plan sur ces changements...

Il y a quelques mois, Marnick Vanlee, étudiant à la faculté des sciences sociales de la KUL, est parti au Bénin pendant plus de 3 semaines dans le cadre de son mémoire de fin d'études. Briefé et accompagné par Christian Horemans, expert en relations internationales pour l'Union des Mutualités Libres, cet étudiant a réalisé plus de 250 enquêtes auprès des mutualistes. Son objectif ? comprendre le processus de fidélisation des mutualistes et les

raisons qui les poussent à renouveler ou non leur adhésion à la mutuelle. Trois étudiants béninois de l'université de Parakou, ont assisté Marnick dans la réalisation des enquêtes.

Cet important travail a déjà permis de mettre en exergue les éléments qui influencent le renouvellement de l'adhésion à la mutuelle et, sur cette base, de formuler des recommandations aux mutualités locales afin d'augmenter leur taux d'adhésion et de fidéliser au maximum leurs adhérents.

Une analyse des premiers résultats montre que 98% des personnes interrogées trouvent que les mutuelles de santé sont « utiles à très utiles ». Cette information est rassurante et présage un bel avenir aux mutualités. Par contre d'autres résultats mettent en avant le manque de

communication sur l'offre de couverture proposée par les mutuelles. Ceci semble décisif dans le fait de renouveler une affiliation. Le rapport final de l'étude est en cours de rédaction et sera présenté publiquement dans les prochains mois. Nous ne manquerons pas de vous tenir informés.

Former les acteurs des mutuelles

Une formation pour les différents acteurs des mutuelles de santé du Bénin et du Togo s'est tenue, dans le cadre du programme MASMUT, du 5 au 7 décembre 2016 à Lomé. Elle était co-organisée par Louvain Coopération et l'Union des Mutualités Libres en collaboration avec les deux plateformes nationales du Togo et du Bénin. De nombreux sujets ont été abordés, tels que les enjeux liés à l'affiliation, la gestion des données, la qualité des soins de santé... Ces trois jours de travail intense ont permis aux 55 participants de faire un état des lieux de la situation des mutuelles dans leur région.

Naissance de l'Union des mutuelles sociales de Pendjari

Le 28 décembre dernier, un grand pas a été franchi pour le mouvement mutualiste dans l'Atacora. **L'Union des mutuelles sociales de Pendjari** est née ! Cette structure regroupe à présent les 3 mutuelles de santé de Cobly, N'Dahonta et Matéri et compte désormais 8 771 adhérents.

L'Union des mutuelles de santé de l'Atacora est encore loin des 2 millions de membres que compte notre partenaire belge, l'Union des mutualités libres. Cette étape est néanmoins un élément complémentaire et indispensable qui permettra aux trois mutuelles de renforcer leurs compétences auprès des centres de santé et hôpitaux de la région.

COURIR, MARCHER, POUR LA SOLIDARITÉ

Depuis quelques mois, Louvain Coopération a la chance d'être soutenue par un nouveau partenaire qui allie sport, convivialité et solidarité. Son nom ? Running For Solidarity. Pendant deux ans, les bénévoles de cette asbl vont multiplier les actions pour financer les projets de Louvain Coopération à Madagascar.

Des centaines de boîtes de truffes et de bouteilles de rhum arrangé à la vanille Bourbon de Madagascar vendues lors du marché de Noël de Momignies ! Voilà la première action réalisée par Running For Solidarity au profit des projets de Louvain Coopération à Madagascar. Depuis quelques mois, cette asbl dynamique établie dans la région de Chimay déploie ses efforts pour soutenir l'ONG de l'UCL. Et les actions ne font que commencer. S'en suivront, entre autres, une

marche nocturne gourmande le 18 mars, ainsi qu'une marche Adeps, le 09 juillet à Chimay.

Créée par Éric Biard, grand passionné de course à pied, Running For Solidarity a pour objectif de « *promouvoir, à travers la participation (ou l'organisation) à des épreuves sportives en Belgique et à l'étranger, la solidarité entre les peuples en associant aux défis sportifs une démarche humanitaire envers les populations autochtones rencontrées. Par ses*



© D. Beucken

actions, elle vise à sensibiliser l'opinion et contribue à la réflexion sur le déséquilibre Nord-Sud. »

L'ASBL a déjà soutenu de nombreuses associations. Cette fois, c'est Louvain Coopération et plus particulièrement l'hôpital de Belo à Madagascar qui profitera de la motivation de tous ces bénévoles. Grâce à leur travail, Louvain Coopération pourra équiper ce centre de soins en matériel essentiel. Un seul mot : Merci !

INTERVIEW

BRS 25 ANS D'EXPERTISE AUTOUR DE L'ÉPARGNE ET DU CRÉDIT

L'asbl BRS (Belgische Raiffeisenstichting) est un partenaire de longue date de Louvain Coopération. Cette structure qui fête ses 25 ans d'existence cette année est spécialisée dans la coopération en microfinance et microassurance avec le Sud. Issue de la coopérative Cera et de KBC, BRS bénéficie de l'expertise de ces grandes sociétés afin de soutenir, notamment, des Institutions de Microfinance (IMF) dans 9 pays du Sud. Depuis 2004, elle collabore avec Louvain Coopération en vue de soutenir l'UCMECS, Union des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit des Savanes active dans le nord du Togo. Kurt Moors, coordinateur de projets pour BRS, nous parle de ce projet.

LC: Pouvez-vous expliquer les actions et objectifs de BRS ?

KM: Pour comprendre nos objectifs actuels, il faut connaître un peu l'histoire de BRS. Notre nom réfère à M. Raiffeisen, qui, à la fin du 19^{ème} siècle, a développé un système de financement alternatif pour les paysans qui n'avaient pas accès aux banques classiques. Aujourd'hui, ces besoins existent encore chez nous pour certaines couches de la population, mais ils sont surtout présents dans les pays du Sud, où la microfinance se veut être une alternative pour les gens qui n'ont pas accès aux services financiers. Les créateurs de BRS ne voulaient pas oublier notre histoire. C'est pourquoi ils ont choisi d'être actifs dans le secteur de la microfinance, plus particulièrement sous la forme de collaborations avec des organisations coopératives. Aujourd'hui, notre activité principale comprend une partie de financements, mais nous voulons faire beaucoup plus que « seulement donner de l'argent ». Notre objectif est de mobiliser le savoir-faire dont nous disposons. C'est ainsi que nous apportons des conseils et un coaching à des IMF au Sud. Un groupe de jeunes pensionnés ayant une expertise dans le milieu bancaire accompagne les projets pendant toute la durée du partenariat et, par ailleurs, lorsqu'il y a des questions très spécifiques, des membres du personnel de KBC, des spécialistes de sujets très précis, peuvent être mobilisés.

LC: Comment a démarré votre collaboration avec l'UCMECS (Union des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit des Savanes, voir page 5)

KM: Dès le départ, ce projet nous a beaucoup intéressé car il est rural, coopératif, avec un vrai ancrage local. Pour nous, ce sont des aspects importants, très proches de notre vision du développement. En 2004, nous avons été invités à soutenir ce programme, ensemble avec Louvain Coopération.

LC: Aujourd'hui, de quelle façon soutenez-vous l'UCMECS ?

KM: Cette union est constituée de huit caisses et d'une structure faïtière. L'ensemble des caisses sont déjà autosuffisantes, ce qui est une bonne nouvelle ! Mais, si on prend l'organisation dans son ensemble, la structure faïtière comprise, elle n'est pas autonome. Notre objectif est, en appui à l'accompagnement sur place par Louvain Coopération, via des conseils, des formations et du coaching, de les aider à trouver des solutions pour arriver à cette autosuffisance. Nous avons notamment organisé une formation et sensibilisation pour améliorer la qualité de leurs activités et limiter les risques. Suite à cela, nous avons vu de réels changements :



Kurt Moors

les équipes locales ont bien réussi à améliorer la situation. Mais il y a encore des améliorations à apporter, des domaines dans lesquels ils pourraient travailler de manière plus efficace et, aussi, l'UCMECS doit apprendre à gérer sa croissance, qui est énorme. C'est pour cela que nous sommes encore à leurs côtés, que nous continuons les formations et le coaching pour renforcer leurs capacités. Nous sommes allés au Togo en décembre dernier pour faire le point, avec l'UCMECS et Louvain Coopération, sur l'évolution et définir les priorités pour les années à venir afin de pousser cette structure. Nous avons décidé ensemble de renforcer encore notre collaboration, de les suivre de plus près pour les soutenir au mieux.

LC: Pourquoi est-il important de travailler avec une structure comme Louvain Coopération sur ce genre de projets ?

KM: Dans ce projet, il est très important d'être présent sur le terrain, pour comprendre le contexte, les rapports humains en interne qui peuvent avoir beaucoup d'influence. Et, aujourd'hui, Louvain Coopération joue ce rôle. Ils connaissent le terrain, ce qu'il s'y passe, ils ont la confiance de l'UCMECS. Pour nous, c'est une base très importante pour parvenir à les soutenir correctement. De plus, avec Louvain Coopération, nous rencontrons régulièrement les autres partenaires nord de l'UCMECS, SIDI et Alterfin, ce qui est important pour coordonner les appuis envers l'UCMECS.

LC: Quels sont vos souhaits pour l'UCMECS ?

KM: Je leur souhaite de perdurer, de continuer d'exister. L'UCMECS est plus que nécessaire dans cette région. Dans beaucoup de villages, il n'y a pas d'autres solutions que les services qu'ils proposent. Les gens ont une grande confiance en eux. Il y a des personnes très pauvres qui mettent leur épargne dans cette structure. Ils ne peuvent donc pas se permettre de faire faillite car énormément de gens comptent sur eux. Je voudrais qu'ils deviennent une organisation tellement performante qu'ils puissent offrir des services à leurs membres, tout en grandissant avec eux, dans une région où il y a des possibilités. Beaucoup de structures ont perdu la confiance de la population locale mais eux restent là. Je leur souhaite de garder cette confiance. Et j'y crois, je pense vraiment qu'ils peuvent décoller.



BRS Team

PRENDRE RACINE À MADAGASCAR AVEC L'AZOLLA !

L'histoire de Louvain Coopération est remplie d'anecdotes. Pour vous les partager, il faut faire appel à la mémoire des anciens, ceux qui ont bâti, année après année, projet après projet, cette ONG. Paul Grosjean, acteur de la naissance de l'ONG et Président de son Conseil d'Administration jusqu'en 2006, nous raconte l'un de ces moments-clés où Louvain Coopération a rempli son rôle en plein tout en menant son premier projet à Madagascar.

« À Madagascar, on trouve aussi de l'Azolla, comme en Chine et au Vietnam, mais d'une espèce moins productive ! » C'est ce que Charles Van Hove, professeur de biologie à l'UCL vient expliquer à Louvain Coopération (LC, alors ADRAI) avec son enthousiasme habituel. On est alors en 1989. Il ajoute : « Je viens d'y rencontrer un jeune agronome belge, Lawrence Ghesquière, il s'occupe d'un projet qui cherche de l'aide. Lui aussi pense que l'Azolla a un beau potentiel ».

« Azo...quoi? » Azolla.

C'est une plante aquatique qui, en symbiose avec une bactérie fixatrice d'azote, trouve dans l'air l'azote nécessaire à sa vie. Pas besoin d'engrais azotés ! Dans les rizières, Azolla étale ses petites feuilles en surface entre les tiges de riz, sans dérangement pour celles-ci. Et, à la récolte, la plante se dépose dans la boue du fond où le piétinement

labo ». Les Malgaches le connaissent aussi sous le nom de « Ramilamina » mais les variétés locales ne sont pas très productives. Charles est certain qu'on pourrait vite trouver l'une ou l'autre variété adaptée. Si ADRAI se lance, Charles est partant pour fournir tout la guidance scientifique nécessaire.

ADRAI s'est lancée avec Lawrence et son épouse, également agronome, à la tête du projet, et avec un cofinancement de la coopération belge. C'est un projet d'encadrement agricole, avec la vulgarisation de l'Azolla comme fer de lance, qui se met en place dès 1990 à Antsirabe. Il a connu, non sans quelques efforts (Quel euphémisme !), un succès remarquable avec des effets collatéraux insoupçonnés au départ.

Dix ans plus tard...

On peut juger du succès de ce projet sur quelques résultats obtenus sur dix ans. En 2000, il avait

“ Un projet bien conçu, d'appui global à la production paysanne avec l'Azolla comme ingrédient nouveau. ”

des bœufs l'enfouit bientôt. Estimation : +/- 150 kg d'urée à l'hectare, soit plus qu'il n'en faut pour la prochaine récolte de riz, et ce pour le prix du soleil, de l'air et de l'eau. On cultive aussi l'Azolla sur les étangs comme engrais vert à épandre sur les champs ou comme aliment pour le petit et gros bétail.

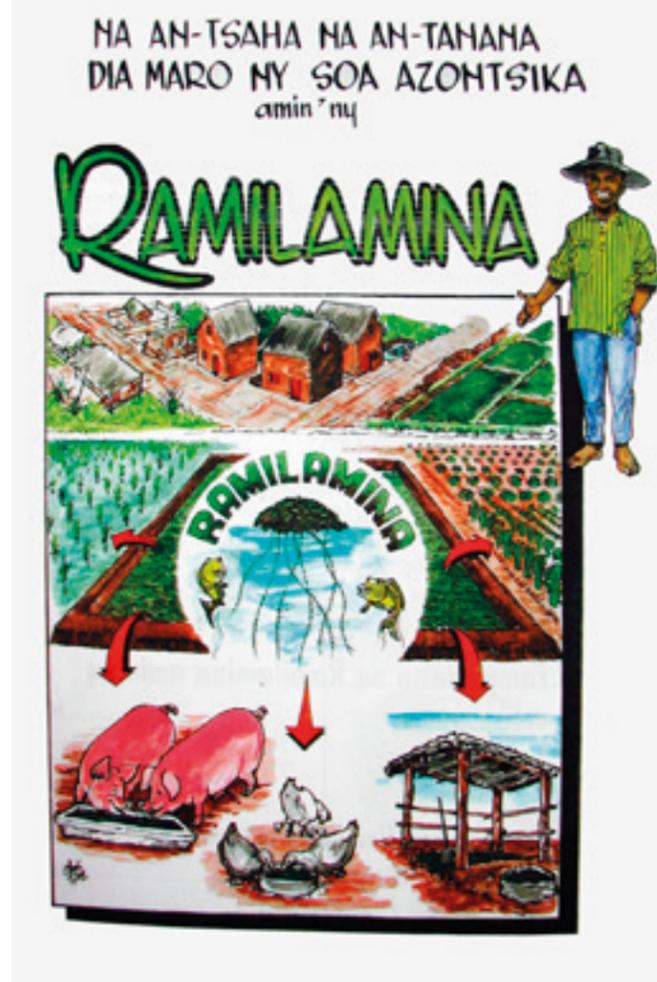
« J'étudie l'Azolla depuis des années, ajoute Charles, et j'en ai des dizaines de variétés en culture dans mon



non seulement largement vulgarisé Azolla dans la région initiale d'Antsirabe, mais aussi créé un centre de formation dans lequel des dizaines de cadres, d'autres projets et services d'agriculture malgaches, et d'autres pays africains (Mali, Burkina, Niger, Nigeria, etc.) étaient venus se former aux techniques d'azolla-culture. Des grands projets de riziculture irriguée, financés par des bailleurs internationaux (Banque Mondiale, aide française, allemande) contactent ADRAI pour y introduire l'azolla-culture. Des émissions radio et TV avec BD en malgache sont diffusées. Lors d'une mission « ex-post » en 2004, Charles constate que l'Azolla est largement utilisé dans de nombreuses régions de la Grande Île.

Autre résultat remarquable : en 1993, le staff malgache du projet et certains bénéficiaires créent une ONG malgache, évidemment baptisée « Ramilamina », à laquelle l'ADRAI cède bientôt la direction des opérations tout en maintenant un appui technique. Et des étudiants de l'université d'Antananarivo viennent sur le projet pour y réaliser leurs mémoires ou thèses ; Charles van Hove est invité à donner cours et conférences dans cette université.

Des BD en Malgache pour expliquer l'Azolla.



Vous comprenez donc évidemment pourquoi j'aime ce projet ! D'abord, c'est avec lui que Louvain Coopération a fait son entrée à Madagascar ; elle y est maintenant depuis 25 ans. Avec Azolla, et ses effets rapides, elle y a acquis une réputation solide. C'était un projet bien conçu, d'appui global à la production paysanne avec l'Azolla comme ingrédient nouveau. Grâce à son lien avec l'Université, grâce aussi à la conception engagée que Charles van Hove avait de sa mission de professeur, et grâce au dynamisme des responsables de l'ONG, on est arrivé en 10 ans à un bouquet de résultats dépassant de loin les objectifs initiaux. En mot, un projet « à très grande valeur universitaire ajoutée » tel que Louvain Coopération a vocation de mener.

Paul Grosjean

Avec tous mes remerciements à Charles et à Lawrence pour leur aide à la réalisation de cet article.



UNE MARCHE CHIMACIENNE POUR BELO

Le **18 mars**, l'asbl Running For Solidarity organise une marche nocturne et gourmande (+/- 7 Km). Celle-ci démarrera de l'Auberge de Poteaupré (associée à ce projet) de l'Abbaye de Scourmont. Du fromage de Chimay ainsi que de la bière de Chimay seront distribués lors du trajet.

Le **09 juillet, 2017**, la même organisation mettra sur pied une marche Adepts à Chimay. Les bénéfices retirés de ces deux événements serviront à équiper l'hôpital de Belo à Madagascar.

Infos: www.running-for-solidarity.be

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !

Chaque jour, Louvain Coopération est à la recherche de nouveaux projets, de nouvelles idées pour venir en aide aux populations du Sud. Vous avez envie d'organiser un événement au profit de l'ONG ? Vous connaissez des personnes prêtes à investir de leur temps pour les populations du Sud ? Votre entreprise est à la recherche d'une activité porteuse de sens ?

N'hésitez pas à nous contacter. Votre geste, votre idée, votre réseau peut changer les choses !
email : estainier@louvaincooperation.org – 010 390 307



LA PROMESSE DE L'AUBE

Louvain Coopération s'associe avec le théâtre Le Public pour vous faire découvrir une œuvre inédite. Le **lundi 15 mai**, à 20h30, la pièce de théâtre « La promesse de l'aube » vous sera présentée au profit de Louvain Coopération. Cette œuvre nous plonge dans la vie incroyable de Romain Gary, héros de guerre, consul de France, écrivain énigmatique, sous une plume romanesque truffée d'humour et de tendresse. Infos et réservations : www.lepublic.be

AGENDA

Soirée Échange-Débat
Par Mohammed Taleb,
animée par Charlotte Luyckx
14.02.17 18h30
Auditoire Montesquieu 10

ÉVÉNEMENT ORGANISÉ DANS LE CADRE DU FESTIVAL
LOUV'ID
FESTIVAL
INFOS ET INSCRIPTIONS
010 390 313 - fziza@louvaincooperation.org

LOUVAIN COOPÉRATION

SOIRÉE ÉCHANGE-DÉBAT

Le **mardi 14 février, à 18h30**, Louvain Coopération organise une soirée échange-débat autour du thème « *L'écoféminisme : une révolution en marche dans le Sud* », avec, pour invité d'honneur, Mohammed Taleb. La crise écologique n'est pas qu'une crise de la nature mais l'expression d'une crise de la civilisation capitaliste dont les femmes des pays du Sud sont les premières victimes. L'écoféminisme est ainsi le nom d'une résistance qui se veut aussi alternative. Notre conférence explorera ces résistances féminines/féministes, qui jalonnent nos histoires récentes et anciennes.

Lieu : Auditoire Montesquieu 10 - Inscription souhaitée : fziza@louvaincooperation.org

CAMPUS PLEIN SUD

Du **6 au 31 mars 2017**, la campagne interuniversitaire « **Campus Plein Sud** » remet à l'honneur l'économie sociale et solidaire. Une série d'activités autour des alternatives citoyennes de proximité et dans les pays du Sud est ainsi organisée par Louvain Coopération sur les campus de l'UCL.

- **Les 9, 14, 16 et 29 Mars** : visites à vélo des initiatives d'économie sociale et solidaire de Louvain-la-Neuve. (16h15 - 18h - **Inscription souhaitée** : nsarr@louvaincooperation.org)
- **Le 21 Mars** : projection-débat sur le thème **Repenser le film « Demain »** : **Alternatives du Sud** (19h - 21h - Studio 11 Agora.) En collaboration avec la Maison du développement durable.

Pour plus d'informations : www.cps-blog.org

CONCERT POUR LES ENFANTS DES RUES

Le **mercredi 29 mars**, un concert est organisé au bénéfice des enfants des rues de Kinshasa. Cet événement est organisé par la KU Leuven et Vanbreda Risk & Benefits, au profit de la fondation Monsengwo, principal partenaire de Louvain Coopération dans son projet de soutien aux enfants des rues.

LE FESTIVAL



REVIENT !

Du **13 au 16 février**, le Festival Louv'ID, initié par Louvain Coopération, revient sur le campus de Louvain-la-Neuve. Au programme, de nombreuses activités autour du thème « Identités féminines : femmes actrices de changement ».

- Du **13 au 16 février** : exposition photographique "Droits dans les yeux", organisée par Amnesty International Belgique (hall auditoire Montesquieu)
- Le **13 février** : diffusion du film « The lady » (20h00 - Montesquieu 3).
- Le **15 février** : organisation d'un atelier de peinture inspiré par la lecture de textes féministes (13h00 - maison des jeunes de Louvain-la-Neuve)
- Le **15 février** : plusieurs séminaires dirigés par Mohammed Taleb. (De 9h30 à 12h30 et de 14h à 17h - Leclerc 83 - inscription : fziza@louvaincooperation.org)
- Le **16 février** : café écoféministe - La transition modifie-t-elle les rapports de pouvoir ? (19h30 - Point culture)
- Le **16 février** : soirée de clôture - Le regard africain sur les femmes, actrices de changement (19h - Centre Placet)

‘ Je m’appelle Agnès, j’ai 47 ans et je vis avec mes enfants dans la commune de Boukombé, au nord du Bénin. Avec les femmes de mon association et aidées par Louvain Coopération, nous transformons le fonio, une céréale cultivée dans la région, en semoule, farine, bouillie... afin de la vendre. Grâce aux revenus de cette activité, mes enfants vont à l’école, et je peux régler les dépenses médicales en cas de besoin. »



Pour lutter contre la pauvreté, Louvain Coopération améliore le revenu des familles. C’est le cas au Bénin où l’ONG de l’UCL forme et soutient les micro-entrepreneurs notamment dans la production et la vente de produits alimentaires. En améliorant leurs revenus, les familles peuvent plus facilement mettre de l’argent de côté pour, par exemple, accéder à une mutuelle de santé.

Merci pour votre soutien!
Louvain Coopération BE94 3401 1111 1114